



**Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/CN.4/L.690  
31 juillet 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Cinquante-huitième session  
Genève, 1<sup>er</sup> mai-9 juin et 3 juillet-11 août 2006

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-HUITIÈME SESSION**

**Rapporteur: M<sup>me</sup> Hanqin XUE**

**CHAPITRE II**

**RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION  
À SA CINQUANTE-HUITIÈME SESSION**

1. S'agissant du sujet «Protection diplomatique», la Commission a examiné le septième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/567) et a ensuite achevé la deuxième lecture du sujet. Elle a décidé, conformément à l'article 23 de son statut, de [...] (chap. IV).
2. Sur le sujet «Responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (responsabilité internationale en cas de perte causée par un dommage transfrontière découlant d'activités dangereuses)», la Commission a examiné le troisième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/566) et a ensuite achevé la deuxième lecture du sujet. Elle a décidé, conformément à l'article 23 de son statut de... (chap. V).
3. Pour ce qui est du sujet «Ressources naturelles partagées», la Commission a établi un groupe de travail sur les eaux souterraines transfrontières qu'elle a chargé d'achever l'examen des projets d'articles présentés par le Rapporteur spécial dans son troisième rapport (A/CN.4/551

et Corr.1 et Add.1); elle a renvoyé 19 projets d'articles révisés au Comité de rédaction et a ensuite adopté en première lecture un ensemble de projets d'articles sur le droit relatif aux aquifères transfrontières, assortis de commentaires (chap. VI).

4. À propos du sujet «Responsabilité des organisations internationales», la Commission a examiné le quatrième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/564 et Add.1 et 2); elle a adopté 13 projets d'articles relatifs aux circonstances excluant l'illicéité et à la responsabilité de l'État relativement au fait d'une organisation internationale (chap. VII).

5. S'agissant du sujet «Réserves aux traités», la Commission a examiné la deuxième partie du dixième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/558/Add.1 et Add.2) et a renvoyé au Comité de rédaction 16 projets de directives portant sur la définition de l'objet et du but du traité et la détermination de la validité des réserves. La Commission a également adopté cinq projets de directives relatifs à la validité des réserves, assortis de commentaires. En outre, la Commission a remanié deux projets de directives qui avaient été précédemment adoptés, relatifs respectivement à la portée des définitions et à la procédure en cas de réserve manifestement non valide, pour tenir compte d'un changement de terminologie (chap. VIII).

6. Pour ce qui est du sujet «Actes unilatéraux des États», la Commission a examiné le neuvième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/569 et Add.1), contenant 11 projets de principes, et a reconstitué le Groupe de travail sur les actes unilatéraux qui a été chargé d'élaborer des conclusions et des principes sur le sujet. La Commission [...] principes directeurs relatifs aux actes unilatéraux *stricto sensu* et portant sur différents aspects, comme la capacité des États d'assumer des obligations juridiques par voie de déclaration unilatérale, leurs effets juridiques, leur caractère obligatoire, leur forme, leurs destinataires et leur révocation (chap. IX).

7. Pour ce qui est du sujet «Effets des conflits armés sur les traités», la Commission a examiné le deuxième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/570 et Corr.1) (chap. X).

8. S'agissant du sujet «L'obligation d'extrader ou de poursuivre ("*aut dedere aut judicare*")», la Commission a examiné le rapport préliminaire du Rapporteur spécial (A/CN.4/571) (chap. XI).

9. À propos du sujet «Fragmentation du droit international: difficultés découlant de la diversification et de l'expansion du droit international», la Commission a examiné le rapport du Groupe d'étude comprenant un ensemble de 42 conclusions [et en a pris note] (chap. XII). Le Groupe d'étude a ainsi conclu ses travaux (2003-2006) en s'appuyant sur le rapport définitif établi par son président (A/CN.4/L.682).

10. La Commission a constitué un groupe de planification chargé d'examiner son programme, ses procédures et ses méthodes de travail (chap. XIII, sect. ...). Elle a réaffirmé qu'à son avis, il n'était pas possible de limiter a priori le volume de sa documentation; elle a recommandé que la Division de la codification entreprenne l'élaboration de la septième édition de l'ouvrage intitulé «La Commission du droit international et son œuvre», et a également décidé d'inscrire à son programme de travail à long terme les sujets ci-après: «L'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère», «L'immunité juridictionnelle des organisations internationales», «La protection des personnes en cas de catastrophe», «La protection des données personnelles dans la circulation transfrontière de l'information» et «La compétence extraterritoriale» (chap. XIII, sect. ...).

11. La Commission a poursuivi ses échanges traditionnels d'informations avec l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Afrique et d'Asie, la Cour internationale de Justice, le Comité européen de coopération juridique et le Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe, ainsi que le Comité juridique interaméricain. Des membres de la Commission ont également tenu des réunions informelles avec d'autres organes et associations sur des sujets d'intérêt commun (chap. XIII, sect. ...).

12. Un séminaire de formation auquel ont participé 25 personnes de nationalités différentes a eu lieu lors de la session (chap. XIII, sect. ...).

13. La Commission a décidé de tenir sa prochaine session à l'Office des Nations Unies à Genève en deux temps, du ... mai au ... juin 2007 et du ... juillet au ... août 2007 (chap. XIII, sect. ...).

-----